

+++++

**TRAVAUX ADAPTATION ET MISE AUX  
NORMES DES LOCAUX DE LA METHODE DE  
RESSUYAGE  
BATIMENT 0004 (HM5)  
OCHEY (54) - BASE AERIENNE 133 DE  
NANCY-OCHEY**

\*\*\*\*\*

# PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE CATÉGORIE 3 AVEC RISQUES

INDICE	DATE	MODIFICATIONS
0	31/07/2025	EDITION ORIGINALE

# **SOMMAIRE**

## **1. AVANT -PROPOS :**

- 1.1. PGCSPS
- 1.2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
- 1.3. PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES
- 1.4. MISSION DU COORDONNATEUR
- 1.5. niveau de la mission
- 1.6. DECLARATION PREALABLE
- 1.7. INSPECTION COMMUNE
- 1.8. RAPPEL DE L'INSTRUCTION N°300612/DEF/DFP/PER/5
- 1.9. COMMUNICATION DE DOCUMENTS

## **2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS**

- 2.1. PRESENTATION DU PROJET
- 2.2. INTERVENANTS

## **3 ORGANISATION GENERALE**

- 3.2 ACCES
- 3.3 CLOTURE
- 3.5 CONTROLE D'ACCES
- 3.6 CIRCULATIONS INTERIEURES
- 3.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER
- 3.7 PLANNING PHASAGE
- 3.8 CONTRAINTES LIEES AU SITE
- 3.9 MANUTENTIONS ET APPROS
- 3.10 PROTECTIONS COLLECTIVES

## **4 INTERFERENCES / COACTIVITES**

**4.1      GESTION DES ALEAS**

**4.2      SALUBRITE DU CHANTIER**

**4.3      COVID 19**

**4.4      INTERENTREPRISES**

**4.5      NUISANCES**

**4.5.0    Travail en hauteur**

**5      P P S P S**

**5.1      HABILITATIONS SPECIFIQUES**

**6      ORGANISATION DES SECOURS**

**6.1      NUMEROS D'URGENCE SUR SITE**

**6.2      MOYENS D'APPEL DES SECOURS**

**6.3      SECOURISTES**

**6.4      CONSIGNES**

**6.5      EN CAS D'ACCIDENT**

**6.6      CONSIGNES INCENDIE**

**7      SOUS TRAITANTS-TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

**8      PLAN DE SITUATION**

**9      FICHES SECOURS**

# **1. AVANT -PROPOS :**

## **1.1. PGCSPS**

Loi n° 93.1418 du 31. Décembre 1993.

Article R 4221.1 code du travail.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil. Le Maître d'ouvrage et le coordonnateur mentionné aux articles L.4532-3, L.4532-4, L.4532-7235 et L.4532-18 doivent, tant en cours de la phase de conception et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux articles L4121-2 à 4

## **1.2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Éviter les risques,

Évaluer les risques qui ne peuvent être évités,

Combattre les risques à la source,

Tenir compte de l'évolution des techniques,

Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou moins,

Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.

Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant priorité sur les mesures de protections individuelles.

Donner les instructions aux travailleurs.

## **1.3. PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES**

Loi 94.1418 du 31.12.1993.

Loi 91.1414 du 31.12.1991.

Décret du 8 janvier 1965 et textes d'application.

Recommandations CRAM et OPPBTP.

## **1.4. MISSION DU COORDONNATEUR**

Article L.4532-11 à 16 et L.4532-38 à 41 Aux fins précisées à l'article L.4532-2 et sous la responsabilité du maître d'ouvrage le coordonnateur :

1° Veille à ce que les principes généraux de préventions définis aux articles L.4211-1 et L.4214-26 à 29 soient effectivement mis en œuvre.

2° Au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage.

a) Elabore le plan général de coordination prévu à l'article L.4532-8 lorsqu'il est requis.

b) Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

c) Ouvre le registre journal.

d) Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment des installations électriques et mentionne dans les pièces écrites leurs répartitions entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Assure le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

3° Au cours de la réalisation de l'ouvrage :

- a) Organise entre les différentes entreprises y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériel et circulation verticale et horizontale, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elle des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit, notamment procéder avec chaque entreprise y compris sous-traitante, avant l'intervention de celle-ci à une visite préalable au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune donne lieu à un PV et à lieu avant remise du PPSPS de l'entreprise.

- b) Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail y interfèrent :
- c) Tient à jour le PGC et veille à son application,
- d) Complète en temps réel le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

4° Tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

- a) Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser.

Les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toutes natures des entreprises concourant à la réalisation du projet, et définir pour les chantiers non clos et non indépendants les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.

- b) Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en œuvre à cet effet dans le chantier.

5) Prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

## **1.5. NIVEAU DE LA MISSION**

Mission de Catégorie 3 avec risques

## **1.6. DECLARATION PREALABLE**

Pour une opération de catégorie 2, la déclaration préalable est établie par le maître d'ouvrage au dépôt de permis de construire ou 30 jours avant début effectif des travaux (Article R 4532-3).

## **Opération de niveau 3 : Pas de déclaration obligatoire.**

## **1.7. INSPECTION COMMUNE**

Chaque entreprise susceptible d'intervenir sur le site est tenue de participer avec le coordonnateur SPS à une inspection commune de chantier avant son intervention sur le chantier et avant de fournir son PPSPS. Délais entre inspection commune et remise pps : >=30 JOURS.

## **1.8. RAPPEL DE L'INSTRUCTION N°300612/DEF/DFP/PER/5**

Cette instruction est à disposition de toute personne intervenant sur le chantier, et personne ne peut se prévaloir de sa méconnaissance.

## **1.9. COMMUNICATION DE DOCUMENTS**

Le registre journal est ouvert par le coordonnateur dès sa désignation en phase conception de l'opération ; Ce registre journal permet au coordonnateur de faire part de ses remarques en temps réel et d'améliorer ainsi la rapidité des communications pour les événements qui justifient une prise de mesure immédiate.

Ce registre journal peut être consulté et éventuellement annoté conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994. Il sera tenu par le coordonnateur et une copie sera mise à disposition sur les lieux des travaux.

Le coordonnateur sera destinataire de tous les courriers et documents nécessaire à la réalisation de sa mission en particulier :

Toutes les convocations aux réunions,

Tous les documents techniques,

Tous les plannings et leurs modifications,

Tous les pps et leurs mises à jour,

Toutes les déclarations d'accidents du travail sur le chantier,

D'une façon générale, tous documents qui peuvent avoir de près ou de loin une incidence sur la coordination SPS.

Le coordonnateur adresse au Maître de l'ouvrage les courriers qui sont nécessaires, en lui indiquant clairement les destinataires des copies qu'il sera amené à envoyer.

Les pps seront analysés et harmonisés par le coordonnateur qui portera directement à la connaissance des entreprises le contenu de ses observations. Une copie de ces observations est adressée au conducteur d'opération et à la Maîtrise d'œuvre.

Le PGCSPS pourra être adressé sur demande :

-à la CARSAT,

-à l'inspection du travail du service des armées,

-à l'OPPBTP.

Être consulté pendant la phase réalisation par

-Le maître d'ouvrage,

- l'inspection du travail dans les armées, CGA,

-Le représentant de la CARSAT,

-Le médecin du travail,

-Les représentants de l'OPPBTP,

-Les représentants éventuels du CHSCT de l'entreprise.

**Les éléments contenus dans le PGC ne dégagent en rien la responsabilité des entreprises prévues par le code du travail.**

**Chaque entreprise prend rendez-vous avec le coordonnateur pour faire l'inspection commune avant intervention et avant fourniture de son ppsps et intervention sur le chantier.**

## 2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### 2.1. PRESENTATION DU PROJET

#### 2.1.1. Adresse - Nom de l'opération

OCHEY (54) - BA 133 de NANCY-OCHEY

Lieu-dit NANCY-OCHEY - 54405 OCHEY

Mise aux normes de deux (2) locaux de la méthode de ressuage dans le bâtiment 0004 (HM5)

#### 2.1.2. Nature de l'opération

L'opération consiste à moderniser, mettre aux normes et adapter les trois (3) locaux de la méthode de ressuage au profit de l'Escadron de Soutien Technique Aéronautique (ESTA) de la BA133 d'Ochey (54). Cet escadron est basé dans le bâtiment 0004 (HM5).

Il s'agit essentiellement :

- De créer un local d'interprétation sous ultraviolets (ancien SAS).
- De rénover la chaîne de ressuage (réunion des locaux 055 et 070).

**Les locaux de ressuage sont considérés comme « des locaux présentant des dangers d'incendie ou d'explosion ». Les produits utilisés peuvent être classés comme extrêmement inflammables au titre de l'article R 4227-22 du code du travail.**

#### 2.1.3 ALLOTISSEMENT

Entreprise générale.

Sections techniques :

- SECTION TECHNIQUE I .....Gros-œuvre étendu
- SECTION TECHNIQUE II .....Menuiserie - Plafonds suspendus
- SECTION TECHNIQUE III .....Chauffage - Plomberie - Ventilation  
- Climatisation
- SECTION TECHNIQUE IV .....Electricité - Détection incendie
- SECTION TECHNIQUE V .....Peinture
- SECTION TECHNIQUE VI .....Chaîne de ressuyage et Hotte  
Laminaire

#### 2.1.4 DÉLAIS

3 mois de période de préparation et de 3 mois de travaux.

### 2.2. INTERVENANTS

#### 2.2.1. P.A.C. (participants à l'acte de construire)

##### 2.2.1.1 Maître d'ouvrage,

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Fax/Email
--------------------------------------	---------	---------------

FORET JEAN LOUIS  
SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96

Mail : immodiagconseils@orange.fr

<b>Mandataire</b> <b>USID de NANCY - Chef USID</b> 80, rue du sergent Blandan Section CS 53864 54029 NANCY	L'ingénieur de 2 <sup>ème</sup> classe Richard MUNIER	Tél : 03 54 95 64 59  Courriel : usid-nancy.cmi.fct@intradef.gouv.fr richard.munier@intradef.gouv.fr
--	--	--

#### 2.2.1.4 MAITRE D'OEUVRE

Coordonnées de la maîtrise d'Oeuvre	Contact	Tel/Fax/Email
<b>Mandataire</b> <b>USID de NANCY - Section travaux</b> 80, rue du sergent Blandan CS 53864 54029 NANCY	M. BOURS Guillaume	Tél : 03 54 95 64 84  Courriel : <a href="mailto:guillaume.bours@intradef.gouv.fr">guillaume.bours@intradef.gouv.fr</a>

#### 2.2.1.5 UTILISATEUR

Coordonnées	Contact	Tél/Email
<b>BA 133 de NANCY-OCHEY</b> <b>ESTA 15.003 « MALZEVILLE »</b> Division des Ateliers Spécialisés Bâtiment 0004 (HM5) Route de Toul CS 40334	ADC MENEGON Jérôme	Tél : 03 57 80 67 81  Courriel : <a href="mailto:jerome.menegon@intradef.gouv.fr">jerome.menegon@intradef.gouv.fr</a> <a href="mailto:ba133-esta-cnd-resp.fct@intradef.gouv.fr">ba133-esta-cnd-resp.fct@intradef.gouv.fr</a>

#### 2.2.2 Coordination sécurité

CSPS	Contact	Tel/Fax/Email
<b>IMMODIAG CONSEILS</b> 11 Rue Neuve 88320 Morizécourt	Monsieur FORET Jean louis	Tel : 06 72 28 28 96  Courriel : <a href="mailto:immodiagconseils@orange.fr">immodiagconseils@orange.fr</a>

#### 2.2.3 Organismes de prévention

Coordonnées des Intervenants	Contact	Tel/Fax/Email
<b>CARSAT</b>  <b>CARSAT NORD EST</b> 81-83-85 Rue de Metz 54000 NANCY	LOZACH Benoit yves	Tel : 09 71 10 39 60  Fax :  Courriel : benoit-yves.lozach@carsat-nordest.fr



<b><u>OPPBTP</u></b>  <b>OPPBTP LORRAINE</b> 9 Rue des Tarbes 54270 ESSEY LES NANCY	CARRETTE David	Tel : 03 83 20 20 03  Fax :  Courriel :
<b><u>Inspection du travail</u></b>  <b>CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES</b> 60 Boulevard du Gnl Martial Valin CS 21623 75509 PARIS Cedex 15	PAILLET Claude	Tel : 09 88 68 21 95  Fax :  Courriel : claude.paillet@intradef.gouv.fr

#### 2.2.4 Administrations

Mairie
<b>MAIRIE DE OCHEY</b>  11 Rue Lucien Colson 54170 OCHEY

#### 2.2.5 Concessionnaires

#### - LISTE DES MARCHES :

## **3 ORGANISATION GENERALE**

### **3.1 ACCES**

#### **3.1.1 Définitions**

Par l'entrée base

### **3.2 CLOTURE**

**3.2.1 Le chantier sera clos et indépendant pour la zone installation de chantier mais également pour les accès et les travaux**

Suivant plan établi lors de l'inspection commune avant remise des ppsps.

**3.2.2 Les accès seront libres et en bon état de traficabilité.**

### **3.3 Coactivité avec exploitant**

L'atelier de contrôle non-destruction sera déménagé temporairement. Le bureau 058 restera en activité. Le site militaire reste en activité, la zone de travaux est close et indépendante, Son accès et les déplacements se feront après la réalisation d'un accueil par le chargé de prévention de la base.

### **3.4 CONTROLE D'ACCES**

#### **3.4.2 Badges :**

Chaque salarié sera pourvu d'un laissez passer délivrer par les Autorités militaires, les personnels seront également en possession de leurs cartes professionnelle délivrée par l'OPPBTP.

L'accès au chantier sera limité aux intervenants accrédités.

L'entreprise Générale mettra en place un journal de chantier, chaque entreprise y notera journallement la liste nominative des employés y travaillant ainsi que la fonction.

#### **3.4.3 Horaires de travail**

L'accès du chantier se fera depuis l'entrée principale de la base aérienne 133.

En dehors des horaires de travail de la base, l'entreprise devra effectuer une demande écrite pour toute modification des horaires de travail différente de ceux de la base auprès du représentant du maître d'œuvre qui contactera les personnes responsables.

L'accès des personnes et des véhicules dans la base aérienne de Nancy-Ochey sera assujetti à autorisation de l'administration militaire suivant les prescriptions du D.A.P.

### **3.5 CIRCULATIONS INTERIEURES**

#### **3.5.1 Circulations (VL, PL, Engins, Piétons...)**

Les véhicules particuliers sont interdits dans l'emprise du chantier,

Les véhicules d'entreprises seront garés dans le chantier,

Les poids lourds ne seront autorisés que pendant les périodes de chargement ou de déchargement,

Pour accès : plan circulation à fournir par l'entreprise générale pendant la période de préparation.

#### **La vitesse dans la base est limitée à 30 KM /H**

#### **3.5.2 Parkings, Stationnements**

Véhicules personnels interdit sur le chantier.

#### **3.5.3 Les véhicules d'entreprises stationneront à proximité immédiate du chantier.**

#### **3.5.4 Signalisation**

Devra être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine réf : tome (SETRA),

Respect du code de la route de la Base,

Une signalisation en sortie du quartier sera mise en place à l'entrée de la base de signalisation directionnelle pour le chantier.

### **3.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER**

## INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de palères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire</li> </ul>
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
1 <sup>er</sup> Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois ; si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

### 3.6.1 Branchements chantier

L'alimentation de chantier fait l'objet d'un branchement particulier et d'un procès-verbal de conformité délivré par un organisme agréé, ainsi que les vérifications à la charge de l'entreprise gérant les installations en début de chantier, à chaque transformation et annuellement.

La gestion des abonnements est due au lot électricité.

FORET JEAN LOUIS  
SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr 12

Des coffrets de distribution seront prévus dans le plan d'installation de chantier. Ils seront mis hors tension en dehors des horaires de travail et protégés. Ces coffrets de chantier comprendront les éléments suivants :

- Protection minimum de 4x32 A 30mA
- 3 PC 2P+T / disjoncteurs 16A
- 1 PC 2P+T / disjoncteurs 20A
- 1 voyant de mise sous tension
- 1 bouton d'arrêt d'urgence « coup de poing »

Les coffrets de chantier seront installés de façon à limiter les longueurs de câbles (25 m maxi) et seront de type coffret sur pied.

Le réseau d'alimentation est installé de façon à garantir la continuité de l'installation durant toutes les phases du chantier et indiqué alors sur le plan d'installation de chantier (PIC).

**Besoin :** au minimum 1 coffrets.

### 3.6.2 Stockage

Le stockage de matériaux sera regroupé et une protection périmétrique sera mise en place et signalée à charge entreprise générale suivant plan installation de chantier fourni pendant période de préparation extérieur chantier.

Aucun stockage en dehors du chantier ne sera autorisé

#### 3.6.2.1.1 Matériaux

Pour les matériaux présentant un risque particulier, l'entreprise en informera le Maître de l'ouvrage ainsi que le coordonnateur. Des mesures spéciales seront prises. En aucun cas le stockage de ces produits ne pourra excéder 1 jour de travail, le soir ils seront évacués des lieux, fourniture copie bordereau de suivi de déchets.

#### 3.6.2.1.1.2 Matériels

Ranger dans aire du chantier, en dehors de leur utilisation ils seront sortis et stockés à leur emplacement, Tout matériel n'ayant plus son utilité sur le chantier sera évacué.

#### 3.6.2.1.1.3 Déchets

Chaque entreprise doit le nettoyage du chantier après chaque intervention et le transport des déblais dans la benne installée par l'entreprise générale (à charge pour lui la location et l'évacuation y compris coût des traitements des déchets.)

Une copie des bordereaux des déchets sera fournie au coordonnateur

**Tri des déchets sélectifs avec mise en place bennes à charge de l'entreprise générale y compris frais de décharge**

**Compte tenu de la zone aéronautique les bennes de gravois avec déchets légers seront bâchées avec couvercles coulissants métalliques.**

## 3.7 PLANNING PHASAGE

### 3.7.1 Planning contractuel

Voir calendrier prévisionnel provisoire

## 3.8 CONTRAINTES LIEES AU SITE

### Site militaire.

**Toute découverte d'engin de guerre pendant les travaux : arrêt de chantier et consignation du lieu avec déclaration immédiate aux autorités compétentes.**

### Zone aéronautique :

**Pour toute installation de grue et d'engins de levage il sera fait une demande aux services aéronautiques de la base.**

**-Contrainte aéronautique une formation des salariés par les responsables de la base concernant les risques aéronautiques sera à prévoir en période de préparation si nécessaire.**

### Risques particuliers :

**- La présence de matériaux contenant de l'amiante et du plomb est mise en évidence, l'intervention de l'entreprise devra répondre aux exigences du code du travail et de la santé publique et devra posséder toutes les qualifications nécessaires.**

**Les personnels devront être formés, les process de retrait ou d'intervention validé sous-section 3 ou 4.**

FORET JEAN LOUIS

SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr

# Rapport de repérage amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Article R4412-97 du Code du Travail, Norme NF X 46-020

## REFERENCES MISSION

**Rapport N° :** 26596735/S2/1/AM-RTV\_V1

**Rédigé le :** 19/06/2025

**Référence au programme de travaux :**  
RESSUAGE OCHEY 54 réalisé le 20/03/2025 par

## DONNEUR D'ORDRE

**Matthieu PERROT**  
1 BOULEVARD ARCHIMEDE  
CHAMPS SUR MARNE  
77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

## SITE D'INTERVENTION

**540405001T - BASE AERIENNE133 - GEP**

BP 40334 - OCHEY  
54170 THUILLEY AUX GROSEILLES


**Bat 004**

**Date(s) d'intervention(s) :**  
Le 20/05/2025 ; Le 03/06/2025

## SYNTHESE DE CONCLUSION



## OPERATEUR(S) DE REPERAGE

Prénom Nom	Fonction	Compétence	Signataire du rapport
Olivier JEANSON	Responsable opérationnel	Certification N° B2C 0763	Olivier JEANSON
			

FORET JEAN LOUIS  
SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr



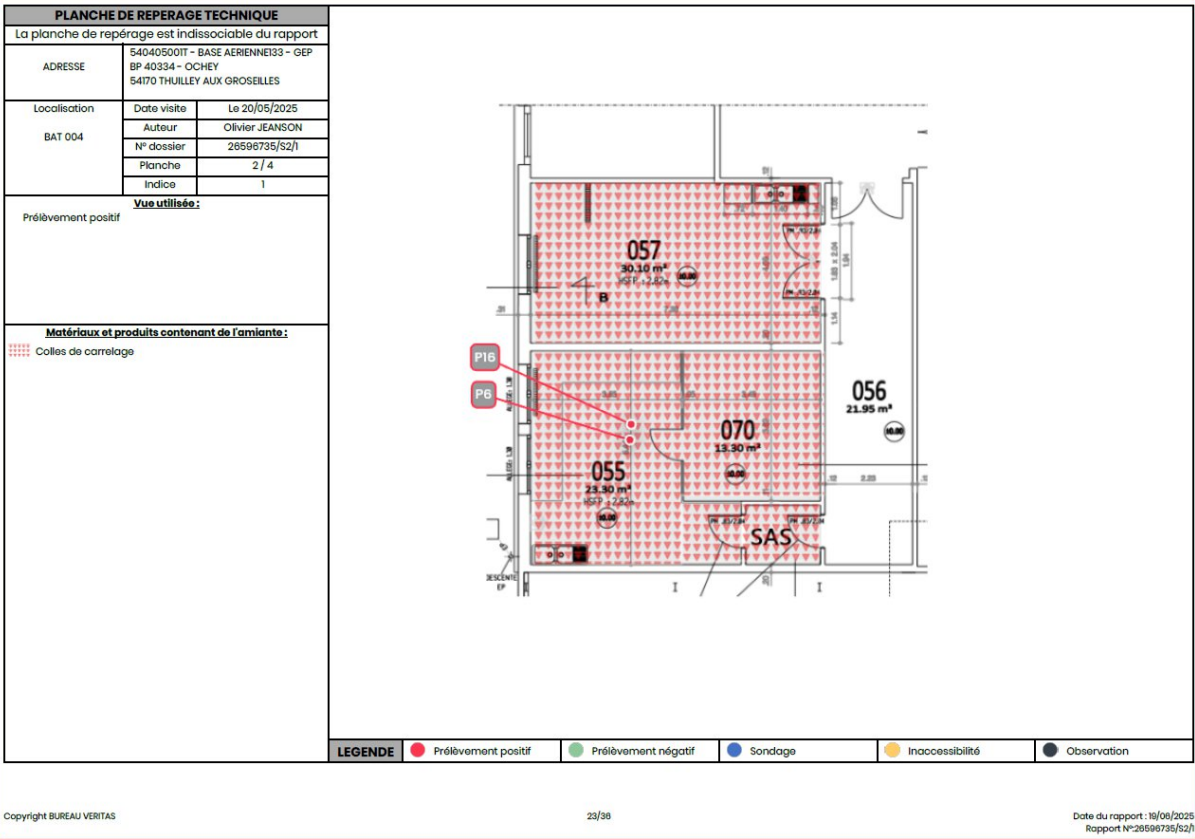
2. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

2.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux et produits listés en annexe 1 de l'arrêté du 16/07/2019 concernés par les travaux prévus contenant de l'amiante

N°ZPSO	Localisation	Ouvrage	Partie d'ouvrage	Aspect	Couleur
1	BAT 004 -> 055	Revêtements de sol	Colles de carrelage	Ciment	Gris
1	BAT 004 -> 057	Revêtements de sol	Colles de carrelage	Ciment	Gris
1	BAT 004 -> 070	Revêtements de sol	Colles de carrelage	Ciment	Gris



### **3.9 MANUTENTIONS ET APPROS**

#### **3.9.1 Horizontales et verticales**

Chaque entreprise installera son matériel de manutention dans les conditions réglementaires, Limitation des manutentions manuelles

Limiter la charge manuelle à 35 KG

Matériels de levage

Toute personne utilisatrice d'un engin de levage de manutention devra être titulaire d'une attestation de capacité correspondante, sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice

Tous les engins de chantier devront avoir satisfait au contrôle périodique, avec étiquette sur véhicule et tenir à disposition le PV de contrôle.

### **3.10 PROTECTIONS COLLECTIVES**

Seront mise en place et entretenues par le titulaire du marché

#### **PROTECTIONS INDIVIDUELLES**

Voir article 5 du Décret du 8.1.65

Les machines-outils seront de classe 2

La longueur des enrouleurs prolongateurs sera limitée à 25 ml selon norme NFC61.720

Obligation à toutes les entreprises de donner les moyens à leur personnel ; De munir leur personnel de matériels, outillage, équipement de protections individuelles, en parfait état, et adaptés aux travaux à effectuer.

Liste non limitative :

Vêtement adapté

Chaussures de sécurité

Gants adaptés au travail

Harnais de sécurité

Lunettes

Protection auditive



## 4 INTERFERENCES / COACTIVITES

### 4.1 GESTION DES ALEAS

Toute entreprise devra avoir sur le chantier une personne responsable

Toute entreprise constatant des défauts dans la maintenance, l'efficacité ou les contrôles techniques réglementaires des installations collectives (Protections contre les chutes de hauteur, électricité de chantier, matériel de levage etc.) est tenu d'en informer le coordonnateur qui en avise le maître d'ouvrage

**Tout accident ou incident de chantier devra être signalé au coordonnateur**

En cas de détérioration des protections ou installation électrique et dans l'impossibilité dans connaître l'auteur, la remise en état en sera imputée à l'entreprise titulaire.

Le bâtiment restant en activité, il y a lieu de prendre toutes les précautions pour les travaux en présence des utilisateurs.

### 4.2 SALUBRITE DU CHANTIER

#### 4.2.1 Nettoyage

A charge de chaque entreprise ou à défaut sur ordre du Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre ou coordonnateur au compte prorata ou entreprise défaillante si connue tant pour l'ensemble du chantier.

Seule l'entreprise titulaire est responsable de l'hygiène et la sécurité de chantier.

La gestion des déchets sera de type sélectif avec bennes à charge du responsable du marché principal.

### 4.3 COVID 19

#### 4.3.1. Rappel

Le Covid 19 fait partie de la famille des coronavirus, qui forment une grande famille de virus responsables généralement de rhumes et de syndromes grippaux bénins. Ils peuvent néanmoins présenter des formes graves, en particulier chez des personnes fragiles (personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, nourrissons, femmes enceintes...).

La transmission du virus s'effectue par voie aérienne et par contact physique ou via des objets contaminés, ce qui en fait une maladie très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une

toux, d'un éternuement ou discussion de plus de 15 minutes en l'absence de mesures de protection...). À l'heure actuelle, aucun vaccin n'est disponible contre ce virus. Les traitements spécifiques visent simplement à limiter les effets de la maladie (toux, fièvre, gêne respiratoire...).

**Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection. Prévenir la pandémie dans les activités du BTP exige de porter une attention soutenue aux mesures barrières dans les activités de chantier et annexes (bureaux, fournisseurs...).**

#### 4.3.2 Notice de sécurité

FORET JEAN LOUIS  
SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr

**Pour votre information, les symptômes du COVID 19 peuvent être :**

- Diarrhées
- Asthénie (état de faiblesse prononcé)
- Fièvre supérieure à 38°C
- Anosmie (perte de l'odorat)
- Agueusie (perte de goût)
- Toux sèche
- Douleurs musculaires ou articulaires
- Malaises ou vertiges - Sensation de souffle court

Le **guide de préconisations** de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 vient d'être **mis à jour sur le site de l'OPPBTP**.

**Cette mise à jour intègre les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion applicable au 28 février 2022.** Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Ce document liste les mesures spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du Bâtiment et des Travaux Publics appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux. Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du Bâtiment et des Travaux Publics. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.

Seuls la vaccination et le respect des mesures préventives permettent de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du Bâtiment et des Travaux Publics exige d'appliquer strictement les mesures barrières dans les activités de chantier/atelier et annexes (bureaux, fournisseurs...).

**En période d'épidémie, les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics doivent respecter strictement les préconisations de ce guide, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.**

Ce guide est conforme aux recommandations des ministères du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, des Solidarités et de la Santé, de la Transition écologique, et du Logement.

Vous trouverez ci-joint le guide au format PDF que vous pourrez enregistrer dans les annexes de votre agence.

**Version 20 du 02/03/22**

<https://content.preventionbtp.fr/documentations/F4tHP6vemrMDE6bB7s4xv4/download>

#### 4.4 INTERENTREPRISES

##### 4.4.1 Interférence des taches

Le maître d'Œuvre, le coordonnateur et les entreprises prendront lors des réunions de chantier les mesures nécessaires pour éviter les interventions simultanées pouvant générer des risques particuliers.

#### 4.5 NUISANCES

##### 4.6.1.1 Projections :

Interdiction d'allumer du feu sur le site.

Interdiction d'utiliser les poubelles du site. Évacuation aux décharges publiques.

#### 4.6 TRAVAIL EN HAUTEUR

##### **L'utilisation d'échelle ou d'escabeau pour travaux est interdite**

L'utilisation d'escabeaux avec dispositif de sécurité seront les seuls autorisés

##### **Hauteur inférieure à 2.50ml**

Utiliser des plates-formes individuelles roulantes conformes à la réglementation sur des sols plats et horizontaux

##### **Hauteur de travail supérieure à 2.50 ml du niveau du sol**

Utilisation de plate-forme élévatrice ou encore d'échafaudages mobiles conformes à la réglementation,

Tout poste de travail doit être protégé par des gardes corps.

Mise en place de filet de sécurité sous les fermes métalliques pendant les travaux de couverture.

## 5 P P S P S

### 5.1 CONTENU OBLIGATOIRE :

#### 5.1.1 Première partie. - Renseignements généraux.

Nom et adresse de l'entrepreneur.

Évolution prévisible de l'effectif sur le chantier.

Nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

#### 5.1.2 Deuxième partie. - Premiers secours.

Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades.

L'indication du nombre de travailleurs du chantier, **ainsi que leurs noms** qui ont reçu l'instruction nécessaire (secouristes officiels) pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

L'indication du matériel médical existant sur le chantier.

Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présentant des lésions graves.

#### 5.1.3 Troisième partie. - Hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel.

Le Plan de Sécurité Entreprise présente ces mesures et mentionne notamment pour chacune des installations prévues (vestiaires, réfectoires, sanitaires, etc....) leurs emplacements sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

#### 5.1.4 Quatrième partie. - Prévention des risques professionnels.

Les mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques spécifiques découlant de l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant :

Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

Les entreprises devront participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur PPSPS

Les entreprises participeront à une inspection commune avec le coordonnateur dès sa désignation et sans attendre l'ordre de service

Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et qu'il est spécifique à chaque chantier.

**Le PPSPS sera remis au coordonnateur dans les 30 jours qui suivent OS**

L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS par le coordonnateur.

Le PPSPS représentera l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer le risque.

**Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.**

Nous rappelons aux entreprises que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier

Le PPSPS doit être accepté par le coordonnateur, avant toute intervention sur le chantier.

L'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et

Commenter le PPSPS et le faire signer- le coordonnateur sera informé de cette réunion et pourra-y participer.

## 6. MESURES PARTICULIERES DE SECURITE

### Approvisionnement stockage

Opérations	Risques	Moyens de prévention
Approvisionnement du chantier	Chocs avec véhicules ou piétons	Panneaux travaux, de sortie de camions Klaxon de recul Pas de passage dans l'évolution des engins et de chargement ou déchargement Matériel de transport, de chargement conforme à la réglementation et contrôlé
	Chute de matériel	Apparat correct Chef de manœuvre
STOCKAGE	Chute de plein pied pour donner suite à encombrement	Zones de stockage balisées Pas de stockage dans voie de circulation
	Chute de matériel	Stabilité dans le stockage de matériel

### Circulation

Circulation des piétons	Chute	Nettoyage des postes de travail Tout fer en attente protégé
	Chute de hauteur	Trémie protégée
	Choc aux véhicules	Formation des conducteurs Stabilité des rampes et des zones de circulation Port du baudrier obligatoire
Circulation des engins de chantier	Renversement	Formation des conducteurs Stabilité des rampes et des zones de circulation Vérification du matériel en état de marche
	Chocs entre engins	Formation des conducteurs Homme de guidage
	Choc avec piétons	Formation des conducteurs Homme de manœuvre Vitesse limitée dans les zones de circulation des piétons

FORET JEAN LOUIS  
SARL IMMUDIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immudiagconseils@orange.fr

**OPERATION DE DEMOLITION**

OPERATION	RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
Démolition manuelle	Blessures par coupure ou par projection d'éclats  Chutes de hauteur Chute de matériaux	Port de lunettes et gants  Harnais de protection ou protection collective  Port du casque et chaussures Déblaiement au fur et à mesure

**MANUTENTION**

Opérations	Risque	Moyens de prévention
<b>Manutention à la grue ou pelle de levage</b>	Risque de renversement  Risque de chute de matériel	Stabilité des engins assurée <b>Formation du grutier</b> Consigne de travail au grutier Arrimage correct avec équilibre des charges Chef de manœuvre compétent Ne pas mettre des objets risquant la chute pendant le déplacement
Manutention manuelle	Effort de manutention	Privilégier la manutention mécanique Port de protection Position de manutention adaptée à la charge
Manutention de bouteille de gaz	Risque de chute, d'explosion	Bouteille avec robinets fermés Pas de manutention par les capuchons Panier mis à disposition pour déplacement ETABLISSEMENT PERMMIS FEU

**FORET JEAN LOUIS**  
**SARL IMMODIAGCONSEILS**

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr



**UTILISATION MATERIEL MECANIQUE OU ELECTRIQUE**

Opérations	Risques	Moyen de préventions
Utilisation de matériel électrique ou mécanique	Électrocution, bruit, coupure, brûlures	Port de protections auditives Matériel conforme et vérifié Consignes de sécurité et méthodes d'emploi aux utilisateurs

**TRAVAUX ELECTRIQUES**

Opérations	Risques	Moyens de préventions
Travaux sur électricité	Électrocution du personnel exécutant  Risque électrocution par autrui	Travaux hors tension Intervention exceptionnelle sous tension Travail par personnel qualifié Fermeture à clé des organes de commande <b>Consignations des installations par une personne responsable habilitée</b>

**TRAVAUX AVEC SOURCE DE CHALEUR**

Opérations	Risques	Moyens de prévention
Soudure meulage coupe	Projections  Risques de brûlures  Risque incendie	Pour travaux longs : signaler la zone Prévenir le voisinage Protéger les parties finies de l'ouvrage Équipement de protection individuelle du soudeur Point d'eau à proximité  <b>Établissement permis feu</b>

**FORET JEAN LOUIS**  
**SARL IMMODIAGCONSEILS**

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr

		<b>Personnel formé à l'intervention de 1<sup>ère</sup> urgence</b> <b>Extincteur à proximité et formation à utilisation des extincteurs</b>
--	--	--

### TRAVAUX EN HAUTEUR

Opérations	RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
Circulation des engins de chantier	Renversment  Chocs entre engins  Choc avec piétons	Formation de conducteurs+ habilitations Stabilité des rampes et des zones de circulation Vérification du matériel en état de marche  Formation des conducteurs Homme de guidage Formation des conducteurs Homme de manœuvre  Vitesse limitée dans les zones de circulation des piétons
Risque aéronautique	Heurt avec engins volants Heurt avec engins volants et engins de levage	<b>-prévoir une formation des salariés par les responsables de la base pour les risques aéronautiques.</b> <b>Port du casque avec jugulaire pour tous les travaux extérieurs.</b> <b>Bâchage des bennes à gravois légers avec couvercles coulissants métalliques.</b>
Intervention au-dessus du sol ou en bordure du vide	Chute de hauteur  Chute de matériel	Tout poste de travail doit être équipé de protection garde-corps Si intervention en dehors des protections, utilisation de harnais L'échelle, l'escabeau n'est pas un poste de travail Fixer les échelles d'accès Mise en place de filets de protection et de plinthe de protection Plateaux non surchargés

### FORET JEAN LOUIS SARL IMMODIAGCONSEILS

COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr

**5**

**6**

**6.1 Certificats de capacité et de conduites**

**Les certificats de capacité et de conduits d'engins de levage seront joints au PPS**

**Sans ces attestations le PPS ne sera pas accepté**

## 7 ORGANISATION DES SECOURS

# EN CAS D'ACCIDENT

**Allo 18 ou 112 (Portable)**

**ICI CHANTIER : ADAPTATION ET MISE AUX NORMES BATIMENT 0004 (HM5)**  
**BA 133 NANCY OCHEY**  
**54 170 THUILLEY AUX GROSEILLES**

<b>PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT</b>	<b>Par exemple</b> : Eboulement, Asphyxie, Chute... <b>Et la position du blessé</b> : <i>"le blessé est sur le toit,  il est au sol ou dans une fouille ..."</i> <b>Et s'il y a nécessité de dégagement</b>
<b>SIGNELEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT</b>	<b>Par exemple</b> : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
<b>FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS</b>	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
<b>NE PAS RACCROCHER LE PREMIER</b>	Faites répéter le message

## A PRÉVENIR

<b>CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES</b>	Tel : 09 88 68 21 95	<b>OPPBTP LORRAINE</b>	Tel : 03 83 20 20 03
<b>CSPS</b>	Tel : 06 72 28 28 96		

## NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

<b>POMPIERS</b>	<b>18</b>	<b>SECOURS EDF</b>	0 810 333 081
<b>SAMU</b>	<b>15</b>	<b>SECOURS GDF</b>	0 810 433 081
<b>POLICE</b>	<b>17</b> ou 00 00 00 00 00	<b>GENDARMERIE</b>	<b>17</b> ou 00 00 00 00 00

<b>POMPIER BASE</b>	<b>03 83 52 64 52</b>	<b>Urgences</b>
<b>MÉDECIN GÉNÉRALISTE</b> Docteur PIEROT Eric	Adresse : 2 ter rue gare 54170 COLOMBEY les BELLES	Tel : 03 83 52 00 05
<b>OPHTALMOLOGISTE</b> Docteur Flechon Jean Paul	Adresse : 1280 avenue de la division Leclerc 88300 NEUFCHATEAU	Tel : 03 29 94 80 25

## AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER

**Cette fiche est à compléter et doit être affichée par le lot Gros Œuvre ou par l'entreprise mandataire.**

**Tel :**

**FORET JEAN LOUIS**  
**SARL IMMODIAGCONSEILS**  
COORDONNATEUR SPS / DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER  
Port : 06.72.28.28.96 Mail : immodiagconseils@orange.fr



## **8 SOUS TRAITANTS-TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

### **8.1 SOUS TRAITANTS/CO TRAITANTS**

Tous sous-traitant devra être déclaré après que son entreprise principale qui lui aura remis avant son intervention le présent PGC, ce sous-traitant devra être agréé par le MAITRE D'OUVRAGE.

Le sous-traitant devra faire une visite préalable avec le coordonnateur afin d'établir son PPSPS et ce un mois avant son intervention. Pour le gros œuvre sans risque particulier ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre.

Les procédures de fourniture des PPSPS aux administrations compétentes sont les mêmes que pour l'entreprise principale.

Avant intervention le sous-traitant devra prendre rendez-vous avec le coordonnateur pour l'inspection commune.

L'entreprise principale lui remettra un ex du PGCSPS.

### **8.2 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur le chantier doivent mettre en œuvre vis à vis des autres personnes intervenantes sur le chantier les principes généraux de prévention

(Art L 4535-1).

Avant intervention le travailleur indépendant devra prendre rendez-vous avec le coordonnateur pour l'inspection commune.

L'entreprise principale lui remettra un ex du PGCSPS.

### **8.3 -ELEMENTS A FOURNIR OBLIGATOIREMENT**

Toutes les autorisations obligatoires pour

Les entreprises employant des travailleurs étrangers (ex-carte de séjour)

Les entreprises étrangères

Pour les demandes de dérogation pour les travaux du dimanche et jours fériés.

**Toute entreprise employant du personnel étranger devra mettre à disposition, au cas où ces travailleurs ne maîtriseraient pas correctement la langue française, un traducteur pendant toute la durée d'intervention de ce dernier.**

9 PLAN DE SITUATION

